



Direction des services Techniques  
[techniques@ville-parmain.fr](mailto:techniques@ville-parmain.fr)  
AP/LP/FB

Services Techniques : 01.34.08.95.77

N°2026/040

**ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE AUTORISANT L'INTERVENTION  
DE LA SOCIÉTÉ VIABILITE TPE – DHTP RÉGLEMENTANT LA CIRCULATION  
POUR DES TRAVAUX DE SONDAGE POUR LE SIAEP AVENUE DE L'OISE**

Le Maire de la Commune de PARMAIN ;

**Vu** le Code de la Route et notamment l'article R. 417-10 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2213-1 à L.2213-5 ;

**Vu** la loi n° 82.213 du 02/03/1982 modifiée par la loi n° 82.623 du 2/07/1982 et la loi n° 83.8 du 07/01/1983 ;

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 22 Octobre 1963, modifiée par divers arrêtés subséquents, et notamment le(s) article(s) R.312-4 du Livre I – 4<sup>ème</sup> partie, R.312-5, R.312-6, R.314-1, R.314-3, R.312.10 à R.312-14 et R.411-22 à R.411-23, 64 du Livre I – 4<sup>ème</sup> partie ;

**Vu** la demande de la société VIABILITE TPE - DHTP, en date du 05 mars 2026, concernant des travaux de sondage pour le SIAEP avenue de l'Oise à PARMAIN ;

**Considérant** qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité du public pendant les travaux ;

## **A R R Ê T É**

### **Article 1.**

La société VIABILITE TPE – DHTP sise 23 rue du Chemin Noir – 95340 PERSAN, est autorisée à effectuer des travaux de sondage pour le SIAEP avenue de l'Oise les 12 et 13 mars 2026.

### **Article 2**

Pendant la durée des travaux, l'avenue du Val d'Oise sera fermée à la circulation et le stationnement sera interdit au droit du chantier de 07h30 à 17h00, au fur et à mesure de l'avancement des travaux dans la rue. La signalisation sera conforme à l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974 relatif à la signalisation temporaire. Les travaux devront être exécutés par une main d'œuvre spécialisée dans les règles de l'art.

Les véhicules stationnés sans droit, dans les rues ou espaces définis à l'article 1 seront considérés comme gênants et pourront être mis en fourrière, conformément aux lois et règlements en vigueur.

### **Article 3**

L'entreprise a l'obligation de maintenir l'accès aux riverains, aux véhicules de secours et aux véhicules des ordures ménagères pendant toute la durée des travaux.

### **Article 4**

L'entreprise doit s'assurer que le balisage de son chantier soit visible aussi bien de jour que de nuit.

### **Article 5**

La signalisation sera mise en place et entretenue par les soins et aux frais de l'entreprise.

L'entreprise a la charge de la signalisation dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, elle est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

#### **Article 6**

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravais, immondices et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances.

L'entreprise sera tenue de consulter la Direction des Services Techniques pour la remise en état de la chaussée et des trottoirs ainsi que pour le marquage routier. Celle-ci devra être réalisée impérativement à titre provisoire en enrobé à froid. La remise en état définitive ne devra pas excéder 15 jours. Passé ce délai, la Police Municipale, verbalisera.

#### **Article 7**

Le non-respect d'une des clauses du présent arrêté entraîne la suspension immédiate des travaux.

#### **Article 8**

Monsieur le Directeur des Services Techniques de la Ville, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de L'ISLE ADAM, Monsieur le Responsable de la Police Municipale de L'ISLE-ADAM/PARMAIN, sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation à :

- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de L'ISLE ADAM,
- Monsieur le Responsable de la Police Municipale,
- Monsieur le Commandant des casernes des Pompiers de l'Isle Adam et de Champagne sur Oise,
- La société Viabilité TPE - DHTP,
- Secrétariat Général,
- Service technique,

Fait à PARMAIN, le 5 mars 2026



L'Adjoint au maire Sûreté-Sécurité,

M. Alain PRISSETTE

Publié le : 05 mars 2026  
Notifié le : 05 mars 2026  
Exécutoire le : 12 mars 2026

Le présent arrêté peut être contesté dans un délai 2 mois à compter de la notification auprès du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise qui peut également être saisi directement via l'application « Télérecours citoyens » : <https://www.telerecours.fr>.